

# Sondage et groupes de discussion sur les politiques sociales et la petite enfance

---

**FRANÇOIS LAGARDE**

8 avril 2016, 11 h 35





Fondation Lucie  
et André Chagnon

## Les aspirations des Québécois en matière de politiques sociales

[http://fondationchagnon.org/fr/actualites/2015/sondage\\_aspirations\\_quebecois\\_politiques\\_sociales.aspx](http://fondationchagnon.org/fr/actualites/2015/sondage_aspirations_quebecois_politiques_sociales.aspx)

Août 2015  
Projet 12989-034

- Sondage Web réalisé par Léger du 16 au 21 juin 2015
- Échantillon représentatif de 2 006 Québécois âgés de 18 ans et plus (français ou anglais)
- Résultats pondérés

# SONDAGE SUR LES POLITIQUES SOCIALES DU QUÉBEC



60% Le développement des enfants de 0 à 5 ans

72% l'élimination de la pauvreté

84% la réussite scolaire des enfants

PROGRAMMES POUR LESQUELS LES CITOYENS SERAIENT PRÊTS À CONTRIBUER D'AVANTAGE

Plus de 50% d'appuis pour

La réussite scolaire au primaire et au secondaire

la bonification des services sociaux destinés aux personnes les plus démunies

la bonification des régimes publics de retraite



Cette proportion augmente à 59% chez les parents ayant des enfants âgés de 0 à 5 ans

75% croient que d'importants changements dans notre société s'imposent pour assurer une meilleure qualité de vie à l'avenir



48% des citoyens trouvent que leur qualité de vie s'est détériorée au cours des 10 dernières années

LES INGRÉDIENTS ESSENTIELS :

71% Un mode de vie sain

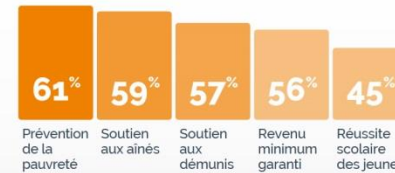
56% Le bien-être de l'entourage

48% Une bonne situation financière

83% considèrent que les politiques sociales (programmes, mesures et services sociaux) contribuent de façon importante à leur qualité de vie

RECONNAISSANCE DES RESPONSABILITÉS ENTRE LES INDIVIDUS ET LE GOUVERNEMENT ENVERS DIVERS ENJEUX SOCIÉTAUX

La responsabilité est surtout collective en matière de :



Les responsabilités sont plus partagées en matière de :

soutien aux parents

développement des enfants

**LES PRIORITÉS**  
POUR LES DÉCIDEURS  
PUBLICS DEVRAIENT  
ÊTRE, SELON LES  
QUÉBÉCOIS



**60%**

le développement  
des enfants de  
0 à 5 ans

**72%**

l'élimination de  
la pauvreté

**84%**

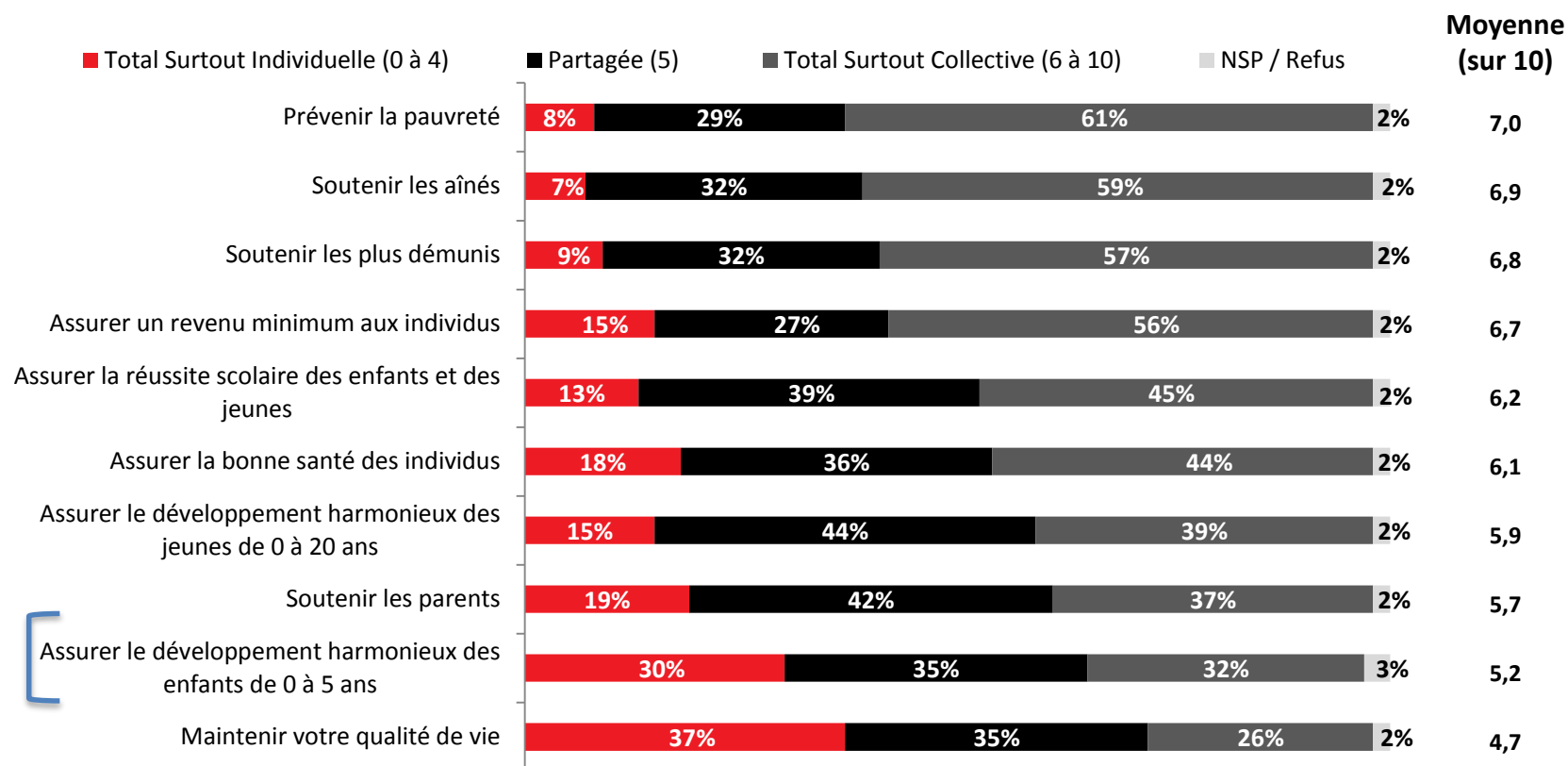
la réussite scolaire  
des enfants

Sondage Léger pour le compte  
de la Fondation Lucie et  
André Chagnon - Juin 2015.

En matière d'enjeux sociétaux, les Québécois estiment généralement que la part de responsabilité est partagée ou surtout collective. **Seuls le maintien de la qualité de vie (37%) et le développement harmonieux des enfants de 0 à 5 ans (30%) se démarquent, car une plus grande part de Québécois estiment qu'il s'agit surtout d'une responsabilité individuelle.**

**Q8. Quelle est, à votre avis, la part de notre responsabilité collective et individuelle pour chacun des éléments suivants?**

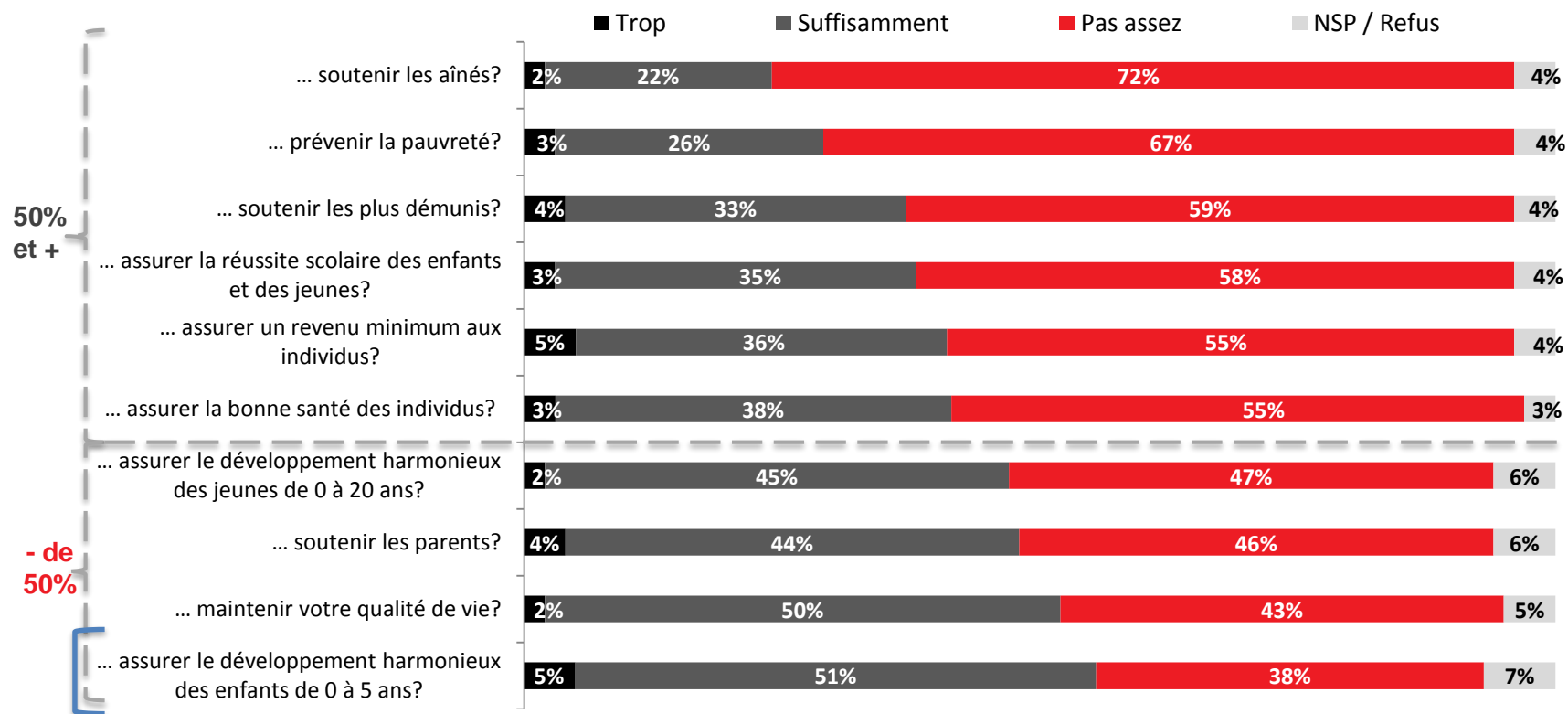
Base : tous les répondants (n=2 006)



**Une très infime portion de Québécois estiment que collectivement nous en faisons trop pour la majorité des enjeux sociétaux sondés.** D'un autre côté, près des trois quarts des Québécois (72%) s'accordent pour dire que collectivement, nous n'en faisons pas assez pour soutenir les aînés. Les deux tiers des résidents de la province (67%) pensent aussi que la collectivité n'en fait pas assez pour prévenir la pauvreté. Enfin, trois Québécois sur cinq pensent que la collectivité n'en fait pas assez pour soutenir les plus démunis (59%) ou assurer la réussite scolaire des enfants et des jeunes (58%).

**Q9. Trouvez-vous que, collectivement, nous en faisons trop, suffisamment ou pas assez pour...**

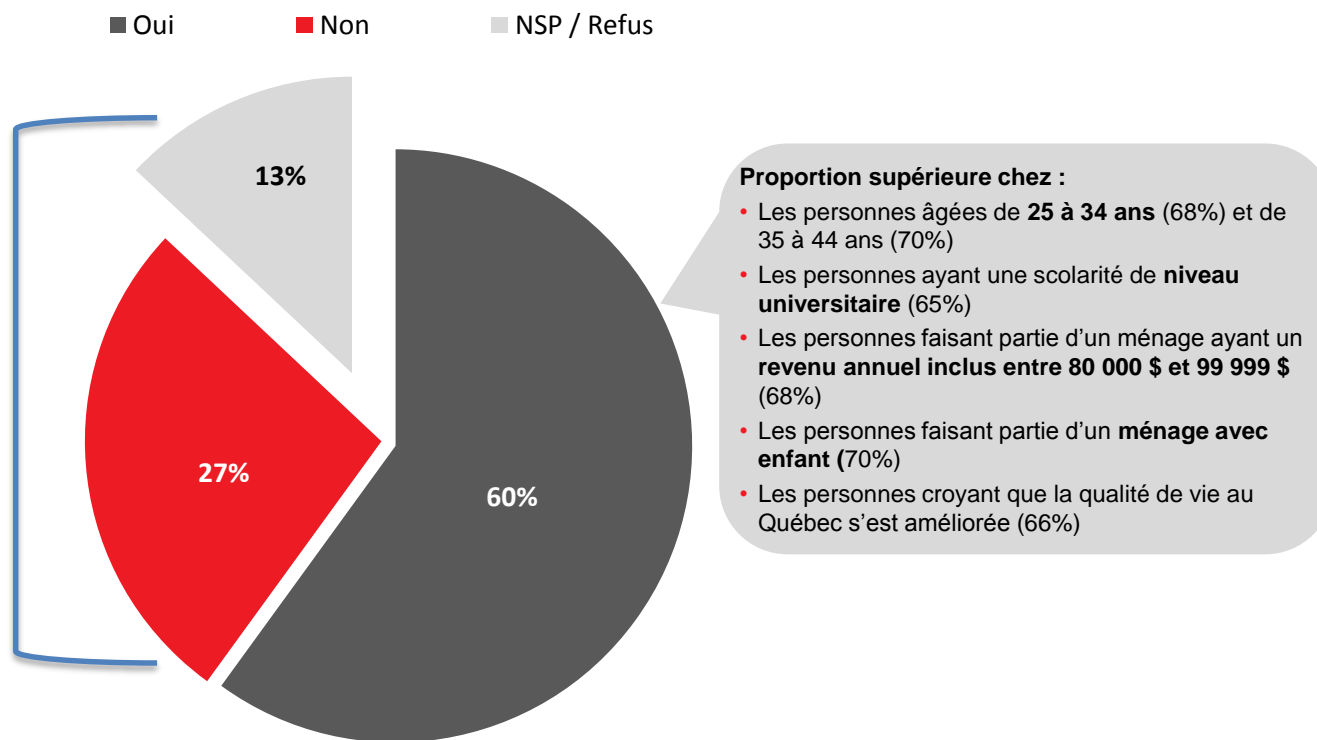
Base : tous les répondants (n=2 006)



Six Québécois sur dix (60%) croient que le développement des enfants de 0 à 5 ans devrait être considéré comme une priorité par les décideurs publics, tandis que 27% pensent que non et 13% ne se sont pas prononcés.

Q28. Croyez-vous que le développement des enfants de 0 à 5 ans devrait être considéré comme une priorité des décideurs publics?

Base : tous les répondants (n=2 006)





# Pour que les Québécois fassent du développement des tout-petits une priorité collective

Étude qualitative – Automne 2015

Dossier : 12989-037

17 décembre 2015



La recherche auprès des Québécois sur la priorité collective accordée au développement des tout-petits a été réalisée par le biais de groupes de discussion. Les paramètres de ces groupes de discussion étaient les suivants :

- Au total, 6 groupes de discussion ont eu lieu.
- Chaque groupe avait une durée totale de 120 minutes maximum.
- À Montréal, deux groupes ont eu lieu avec des adultes âgés de 18 à 44 ans. L'un était composé de parents et l'autre de personnes sans enfant.
- À Montréal toujours, deux groupes ont réuni des adultes âgés de 50 ans et plus, dont la grande majorité était des *Baby boomers* (dans la soixantaine). Un groupe était composé de *Baby boomers* parents, dont plusieurs sont aujourd'hui grands-parents, et l'autre de personnes sans enfant.
- À Québec, les deux groupes étaient divisés selon l'âge : le premier groupe était composé de répondants âgés de 18 à 44 ans et le second de participants âgés de plus de 50 ans (qu'ils soient parents ou non).
- Les quatre groupes ont eu lieu à Montréal, les 24 et 26 novembre 2015.
- Les deux groupes de Québec ont eu lieu le 1<sup>er</sup> décembre 2015.

# Conclusions stratégiques



Un premier constat, issu de la recherche, est l'absence d'engouement pour les tout-petits ou de sentiment d'empathie envers les jeunes parents d'aujourd'hui. Un Québec fou de ses enfants? Pas certain! Dès que la question des politiques publiques est abordée, il y a peu de place pour les sentiments. De plus, la petite enfance, c'est la responsabilité des parents! Les personnes sans enfant et les grands-parents présents ont peu discuté de leur famille ou de leur rôle de grands-parents. En effet, ils ont plutôt parlé de leur rôle en tant que contribuables. Il est vite devenu évident que les participants n'aiment pas parler de politiques publiques et sont réfractaires aux discussions sur des « systèmes », des « programmes » ou des « réformes ».



Les données quantitatives recueillies au printemps 2015 démontraient déjà un certain clivage générationnel qui est apparu évident lors des groupes de discussion. En fait, il y avait un gouffre entre les opinions et perceptions des *Baby boomers* et celles des générations suivantes. Alors que ces dernières ont une vision plus étendue des bénéfices actuels et potentiels des politiques en place, les premiers estiment plus souvent que nous en faisons déjà amplement collectivement et ils doutent systématiquement des bénéfices que ces politiques peuvent apporter.



Une partie de la difficulté d'engager une réelle conversation sur les avantages ou bénéfices de politiques publiques visant les tout-petits provient du fait que ces politiques sont méconnues. Hormis les CPE et les congés parentaux, les participants n'arrivaient pas à nommer d'autres politiques visant cette clientèle. C'est en creusant le sujet et après maintes relances que certains en venaient à nommer les « allocations familiales » ou les crédits d'impôt pour les activités des enfants. De plus, les termes utilisés pour décrire ces politiques en disent beaucoup sur les perceptions qu'ils en ont. En effet, ces derniers parlaient, par exemple, de « garderies à 7\$ » ou de « garderies subventionnées » plutôt que de CPE (pas surprenant que le volet éducatif de ceux-ci soit souvent ignoré) et de « congés de maternité », plutôt que de congés parentaux.



En matière de priorités pour nos gouvernements, la santé et l'éducation demeurent les deux grands piliers pour les participants. En effet, l'éducation retenait beaucoup l'attention, peut-être à cause des événements de l'automne. Sur la dizaine de priorités que nous leur avons soumises, « les 0-5 ans » et « l'aide aux parents » se trouvaient en queue de peloton, surtout en raison des groupes de *Baby boomers* qui préféreraient qu'on y coupe des ressources pour les réallouer à la santé, à l'éducation ou au soutien des aînés. Il est à noter que, même si les plus jeunes mettaient plus d'emphase sur les 0-5 ans, cette priorité arrivait loin derrière la santé et l'éducation.



Pourquoi la petite enfance est-elle si loin dans les priorités? Sept principales raisons pourraient l'expliquer :

1. Parce que nous en faisons déjà beaucoup, on ne voit pas pourquoi on devrait en faire plus;
2. Parce qu'on connaît peu les politiques en place, donc on en sous-estime la portée actuelle, et, par le fait même, leur bien-fondé dans l'avenir;
3. Les participants n'ont pas un discours articulé (gauche-droite) sur l'intervention de l'État (plutôt citoyen-contribuable) et donc, sur les politiques touchant les tout-petits. La conversation en devient une série d'anecdotes, d'expériences et de ouï-dire;
4. Le cynisme ambiant fait que l'on doute que toute politique publique puisse avoir des bénéfices à long terme, autres que ceux strictement liés à leur fonction première (guérir les malades, aider les démunis, « instruire » les enfants, « garder les enfants », etc.);
5. La responsabilité parentale a été au cœur des discussions. Chez les *Baby boomers*, la petite enfance EST la responsabilité des parents ! Comme ce l'était à leur époque. Pour ces participants, l'État doit prendre en charge un enfant si le parent ne peut le faire mais les gouvernements ne sont pas là pour prendre en charge LES tout-petits.
6. Les participants considèrent que le Québec est déjà la province la plus généreuse en la matière et ne voient donc pas l'utilité d'en faire plus;
7. Ils conçoivent les CPE et les congés parentaux avant tout comme des « avantages » accordés aux parents, bien avant de les considérer comme des politiques ayant des impacts mesurables ou non chez l'enfant.



Dans le but de communiquer sur l'importance de « tout faire » pour les tout-petits, il nous apparaît important de ne pas suggérer directement que nous devrions en « faire plus ». Ce message se heurtera à divers obstacles, dont celui lié au fait que le Québec serait déjà la plus généreuse des provinces en la matière. « Faire plus » impliquerait que cela coûtera plus cher aux contribuables et voudrait dire « gâter » ou déresponsabiliser le parent. Dans tous les cas, les participants pourraient accepter le « faire mieux », le « faire autrement » ou le « faire différemment », mais pas le « faire plus ».



Les Québécois semblent assez réfractaires aux discussions très « macro » portant sur les systèmes, les programmes, les administrations, les réseaux ou les politiques publiques. En effet, ce sont, pour eux, de grosses machines abstraites et dispendieuses qui font « tout de travers ». Pour les y amener, il faudrait utiliser de grandes démonstrations scientifiques qui seraient présentées par des tiers totalement indépendants de « la machine étatique ». Les participants aiment le « micro », l'anecdote, le témoignage, la proximité, les petits pas payants. Ils se reconnaîtront dans le visage d'un enfant, le triomphe d'une mère, l'ingéniosité d'un directeur d'école, etc.



Par ailleurs, le manque de connaissances quant à la diversité des initiatives visant la petite enfance est flagrant. Il faudra NOMMER les initiatives, les varier et démontrer qu'elles sont autre chose que des dépenses. Notons que les participants étaient ouverts aux exemples donnés par les autres participants. Dans ce contexte, un discours qui débiterait par « c'est grâce à ... si », pourrait être porteur.



Afin de « vendre » la multiplication des efforts envers nos tout-petits, nous devons chercher une clé de lecture permettant à l'auditoire de saisir un message qui puisse être, dans la mesure du possible, inspirant pour tous. Pour l'instant, nous estimons que le seul élément où les participants étaient en mesure de lier l'intervention précoce à un bénéfice tangible demeure la réussite scolaire. Sans égard à la génération, la réussite scolaire de tous était synonyme de la réussite d'une société. C'est ce que les parents des *Baby boomers* souhaitaient pour eux! Si le message central de l'intervention auprès des tout-petits promet une meilleure chance de réussite éducative, l'acceptation de ce message sera plus facile. En fait, nous devons trouver le meilleur message possible auquel les citoyens croient déjà.



À la lumière des groupes de discussion, nous estimons qu'une campagne ciblée devrait avant tout porter sur l'éducation chez les *Baby boomers*, mais aussi sur la conciliation travail-famille si nous ciblons les 18-34 ans. Ces derniers estiment que cette dimension de la vie de parent est très complexe et souhaitent y trouver des solutions. Toutefois, les générations précédentes seront assez fermées à ce message. Si le message sur la réussite scolaire a un potentiel plus universel, celui sur la conciliation travail-famille pourrait facilement trouver sa place dans des médias plus spécialisés visant les parents ou futurs parents (comme *Naître et Grandir* par exemple).

# Merci !

---

